Les élections fédérales canadiennes du 21 octobre 2019

The Canadian federal election of 2019

Pierre Martin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/eccs/3171>

DOI : 10.4000/eccs.3171

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 4 décembre 2019

Pagination : 145-158

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Pierre Martin, « Les élections fédérales canadiennes du 21 octobre 2019 », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 87 | 2019, mis en ligne le 01 décembre 2020, consulté le 18 juin 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/3171> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.3171>

Les élections fédérales canadiennes du 21 octobre 2019

Pierre MARTIN, CNRS-PACTE et Science Po Grenoble

Les élections canadiennes du 21 octobre 2019 ont permis au Premier ministre libéral Justin Trudeau de conserver le pouvoir à la tête d'un gouvernement minoritaire. Les libéraux ont subi d'importantes pertes en voix et en sièges consécutives aux fortes déceptions liées à la politique et à la personnalité de Justin Trudeau. Plusieurs facteurs ont cependant aidé les libéraux à limiter leurs pertes en sièges : la polarisation des votes au Québec entre les libéraux et le Bloc sur la loi 21, l'impopularité du gouvernement provincial conservateur en Ontario, une répartition géographique des suffrages plus favorable que celle des conservateurs, un leader conservateur, Andrew Scheer, peu attractif. Les conservateurs ont échoué à reprendre le pouvoir à Ottawa bien qu'ils aient obtenu un peu plus de suffrages que les libéraux et ils ont été débordés au Québec par le Bloc dans l'électorat de la CAQ. Le Bloc québécois est le seul véritable vainqueur de ces élections grâce à sa défense de la loi 21. Le NPD n'a réussi à limiter son déclin que dans le Canada anglophone, perdant la quasi-totalité de ses sièges au Québec. Les Verts, bien qu'en progression, ont obtenu un résultat décevant, inférieur à celui de 2008, malgré une conjoncture très favorable.

The Canadian federal elections of October 21, 2019 enabled Liberal Prime Minister Justin Trudeau to remain in power as leader of a minority government. The Liberals lost many votes and seats as a result of deep disappointments linked to Justin Trudeau's personality and policies. Different factors, however, combined to limit the loss of liberal seats: the polarization of votes in Quebec between the Liberals and the Bloc over Law 21, the unpopularity of the Conservative Provincial Government in Ontario, a better geographical distribution of votes for the Liberals than for the Conservatives, and a Conservative leader, Andrew Scheer, who was less attractive. The Conservatives failed to take back power in Ottawa in spite of having obtained slightly more votes than the Liberals, and in Quebec they were overtaken by the Bloc among the CAQ electorate. The Bloc Québécois is the only real winner of these elections thanks their defense of Law 21. The NDP managed to limit its decline only in Anglophone Canada, losing nearly all its seats in Quebec. The Greens, though on the increase, had disappointing results, worse than in 2008, in spite of very favorable conditions.

La conjoncture politique en début de campagne

Les libéraux

Les libéraux du Premier ministre Justin Trudeau étaient au pouvoir depuis les élections de 2015, perdues par le Premier ministre conservateur sortant Stephen Harper¹. Après un état de grâce jusqu'à la fin 2016, la popularité de Justin Trudeau est définitivement passée dans le rouge à partir de décembre 2018 avec plus de 60 % de désapprobation malgré une situation économique globalement favorable². Cette forte impopularité s'expliquait par la déception concernant l'action gouvernementale avec des promesses non tenues

1 Cf. John H. Pammett & Christopher Dornan, *The Canadian Federal Election of 2015*, Toronto, Dundurn Press, 2016 et Pierre Martin, « Le triomphe de Justin Trudeau », *Commentaire*, n° 152, hiver 2015-2016, p. 877-879.

2 Enquête Angus Reid août 2019, p.10.

PIERRE MARTIN

(réforme électorale, pas d'abrogation des lois anti-terroristes...), une action perçue comme insuffisante contre le changement climatique (taxe carbone mais autorisation de l'oléoduc Trans Mountain³ et maintien des subventions aux énergies fossiles) ou mal reçue (augmentation des taxes). La personnalité de Justin Trudeau a été de plus atteinte par le scandale SNC Lavalin⁴ qui a éclaté en février-mars 2019. Les libéraux ont perdu le pouvoir depuis 2015 dans la quasi-totalité des provinces qu'ils détenaient (Colombie Britannique, Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard). La bonne nouvelle à l'orée de la campagne électorale était que les chefs des autres partis n'étaient pas beaucoup plus attractifs que Trudeau.

Les conservateurs

Les conservateurs avec leur nouveau chef Andrew Scheer ont connu de nombreux succès lors d'élections provinciales (notamment en Ontario et en Alberta) ou partielles. Cependant ils sont toujours perçus comme trop à droite par la majorité des électeurs et ce phénomène est aggravé par l'action des Premiers ministres climato-septiques de l'Alberta (Jason Kenney) et de l'Ontario (Doug Ford), avec de plus des coupes drastiques dans les programmes sociaux dans ce dernier cas.

Les néo-démocrates

Les néo-démocrates se sont difficilement remis de leur lourd échec de 2015. Le choix sans précédent pour un parti fédéral, d'un chef de religion Sikh, Jagmeet Singh, a suscité des interrogations, en particulier au Québec.

Le Bloc québécois

Le Bloc, formation d'origine indépendantiste, a connu plusieurs crises suite à ses défaites de 2011 et 2015 avant de se doter d'un nouveau chef, l'ancien ministre de l'environnement du Québec Jean-Yves Blanchet.

3 Pour soutenir l'extension de l'oléoduc entre l'Alberta et la Colombie Britannique, le gouvernement Trudeau n'a pas hésité à le racheter pour 4,5 milliards de dollars à la société Kinder Morgan sur le point de renoncer face à l'opposition des Premières nations et du gouvernement néodémocrate de la Colombie Britannique.

4 Géant québécois du BTP pour lequel Justin Trudeau et son cabinet sont intervenus en faisant pression de manière inappropriée sur le ministère de la Justice provoquant la démission de deux membres de son gouvernement. Il s'agissait d'éviter à cette entreprise une condamnation pour corruption qui lui interdirait l'accès aux marchés publics canadiens, mettant en danger plusieurs milliers d'emplois dans la région de Montréal.

LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES CANADIENNES DU 21 OCTOBRE 2019

Les Verts

Pour les Verts, « la véritable opposition du XXI^e siècle n'est pas celle de la gauche contre la droite, mais bien celle des élites (le un pour cent) contre le reste d'entre nous ». Les Verts avaient de grands espoirs en début de campagne avec un climat porteur dans l'opinion.

Le Parti Populaire du Canada

Le Parti Populaire a été fondé par Maxime Bernier, député du Québec, qui a quitté les conservateurs après avoir été candidat à la direction du parti⁵. Le PP a des positions très libertariennes sur l'économie (contre les subventions à l'agriculture et aux entreprises, pour les privatisations, notamment de Postes Canada, contre la bureaucratie) et restrictives sur l'immigration (« non à l'immigration de masse », réduction de l'immigration légale à 150 000 par an contre 350 000 actuellement). Il se positionne nettement à la droite des conservateurs.

Les objectifs des partis

L'objectif des libéraux était de se maintenir au pouvoir, si possible en conservant un gouvernement majoritaire en progressant au Québec aux dépens des néo-démocrates. Celui des conservateurs était de revenir au pouvoir. Pour les néo-démocrates il s'agissait d'opérer un redressement en progressant dans le Canada anglophone et en limitant la casse au Québec. Le Bloc québécois espérait un redressement en profitant du déclin des néo-démocrates au Québec et de la déception envers les libéraux. Les Verts espéraient gagner quelques sièges et conserver celui de leur chef Elisabeth May. L'objectif du Parti Populaire était de survivre à l'élection en faisant réélire son leader et en gagnant un ou deux sièges.

L'offre électorale

2146 candidats se sont présentés dans les 338 circonscriptions. Les libéraux, les conservateurs, les néodémocrates et les Verts ont présenté des candidats dans chacune des 338 circonscriptions et le parti populaire dans 315. Le Bloc a été présent dans les 78 circonscriptions du Québec. Les 401 candidats restants représentaient des petits partis ou étaient indépendants.

⁵ Il avait été battu de justesse (51 % contre 49 %) par Andrew Scheer en 2017 pour succéder à Stephen Harper à la tête des conservateurs.

PIERRE MARTIN

La campagne électorale⁶ : un scandale et trois débats

Le 18 septembre le magazine américain *Time* a publié une photo de Justin Trudeau le visage et les mains maquillés en noir (*blackface*) et vêtu d'un costume d'Aladin, lors d'une soirée en 2001 dans une école privée où il enseignait alors. Le scandale est immédiat, ce type de déguisement ayant une connotation raciste que l'intéressé ne pouvait ignorer. Justin Trudeau s'est excusé très rapidement mais d'autres photos du même type le concernant quand il était étudiant sont sorties. Son image a été atteinte, d'autant plus que ces *blackface* ont été mis en rapport avec sa tendance à l'exhibitionnisme et au déguisement, particulièrement raillée par la presse depuis son voyage officiel en Inde.

Chez les conservateurs, Andrew Scheer, qui a principalement promis des réductions d'impôts, a dû jongler entre les vœux de sa base (contre la taxe carbone, pour des réductions d'impôts) et celles de la majorité du corps électoral (lutte contre le réchauffement climatique, maintien des programmes sociaux). Il devait de plus, comme Stephen Harper avant lui, contenir la minorité au sein du parti voulant remettre en cause le droit à l'avortement et le mariage pour les couples de même sexe.

Le programme du NPD était prioritairement axé sur le social (la réduction des inégalités, coût de la vie, santé), la lutte contre les discriminations et l'écologie. Singh a repris le thème traditionnel néodémocrate présentant les libéraux et les conservateurs comme porteurs de la même politique⁷, tout en indiquant qu'il ferait chuter un gouvernement minoritaire conservateur à la première occasion, alors qu'une discussion serait possible, mais difficile, avec les libéraux. Il a proposé des augmentations d'impôts pour les entreprises et les plus favorisés, un impôt sur le patrimoine et un budget en déficit pour les cinq prochaines années afin de financer les mesures sociales et la transition écologique. On était bien loin de l'engagement d'équilibre budgétaire strict des néodémocrates menés par Thomas Mulcair en 2015.

Trois principaux débats télévisés ont été organisés pour cette élection : un premier débat en français le 2 octobre (chaîne TVA) puis les deux débats officiels, en anglais le 7 octobre et en français le 10. Les deux grands gagnants

⁶ Les slogans officiels de campagne des partis étaient les suivants : libéraux « Choisir d'avancer », conservateurs « Plus. Pour vous. Dès maintenant », néodémocrates « On se bat pour vous », Bloc « Le Québec c'est nous », Les Verts « Ni à droite, ni à gauche. Vers l'avant ensemble », le Parti populaire « Fort et libre ».

⁷ Déclarant que « les travailleurs avaient besoin d'un parti à eux, alors qu'il est bien connu que les riches ont deux partis ».

LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES CANADIENNES DU 21 OCTOBRE 2019

de ces débats ont été Jagmeet Singh et Jean-Yves Blanchet, tous deux jusque-là peu connus du grand public. Le chef du NPD s'est imposé par son langage clair et sa grande maîtrise, révélant un fort leadership, très à l'aise en français, accusant Trudeau de « flasher à gauche pendant la campagne, mais de tourner à droite au gouvernement ». Celui du Bloc a bien occupé le créneau de la défense inconditionnelle des positions du Québec. Le chef conservateur a marqué des points contre Justin Trudeau mais n'a pu éviter les critiques de Singh et Blanchet sur sa ligne politique. Bernier, invité aux deux débats officiels, a profité de cette exposition pour développer ses positions libertariennes et attaquer Scheer, lui reprochant de trahir les valeurs conservatrices, notamment en renonçant à faire de l'équilibre budgétaire une priorité absolue. Elizabeth May, déjà présente lors des précédentes campagnes, a fait peu d'interventions marquantes. Trudeau a dû subir les critiques des autres, notamment de Scheer, l'accusant de ne pas être digne de diriger le Canada et de mentir aux canadiens sur de nombreux dossiers⁸.

La campagne au Québec

Concernant le Québec, les libéraux ont critiqué la politique migratoire du Québec et se sont opposés aux demandes du Premier ministre du Québec, François Legault (CAQ)⁹. Justin Trudeau a notamment laissé entendre que s'il est réélu, il contestera devant les tribunaux la loi 21 du gouvernement Legault sur l'interdiction des signes religieux pour les enseignants et certains fonctionnaires en position d'autorité. Le Bloc, qui a reçu le soutien massif du Parti québécois, a repris à son compte l'ensemble des demandes du gouvernement de François Legault et a défendu la loi 21. Il s'est présenté comme le seul défenseur des intérêts du Québec à Ottawa et a critiqué Trudeau sur son opposition à la loi 21. Les conservateurs ont soutenu Legault sur la restriction de l'immigration et plus largement le respect des droits élargis pour la province. Concernant la loi 21 sur la laïcité, les conservateurs y sont opposés, tout en indiquant qu'ils ne la contesteraient pas en cas de victoire. On doit remarquer qu'au Québec les candidats conservateurs ont défendu la loi 21 et

8 Le 7 octobre 2019, lors de l'unique débat officiel en anglais, Andrew Scheer, faisant référence au *blackface*, a accusé Justin Trudeau d'hypocrisie : « Il n'arrive même pas à se souvenir combien de fois il a porté le blackface, parce que le fait est qu'il porte toujours un masque », puis à propos du scandale SNC-Lavalin : « M. Trudeau, vous êtes un faux jeton, et vous ne méritez pas de gouverner ce pays ».

9 Le 17 septembre, François Legault a présenté quatre demandes principales aux partis fédéraux : (1) extension des droits du Québec en matière d'immigration (test de français et de valeurs, nombre annuel d'immigrants), (2) extension de la loi 101 aux entreprises sous contrôle fédéral, (3) déclaration de revenu unique au Québec, (4) respect de la loi 21 sur la laïcité de l'État (non contestation par le fédéral devant les tribunaux).

PIERRE MARTIN

rappelé que seul leur parti pouvait empêcher les libéraux de conserver le pouvoir et d'attaquer cette loi. Scheer a attaqué Blanchet, lui reprochant d'être souverainiste et de travailler en fait pour le Parti québécois contre le gouvernement Legault. Celui-ci a répliqué en rappelant que Scheer soutenait le projet albertain d'imposer aux autres provinces, dont le Québec, un oléoduc (sous l'appellation de corridor énergétique) que les Québécois refusent massivement. Les libéraux, eux aussi inquiets de la poussée du Bloc, l'ont accusé de vouloir renvoyer les Québécois dans l'opposition fédérale et ont rappelé que ce furent les 40 députés donnés par le Québec aux libéraux en 2015 qui ont permis de mettre fin au règne des conservateurs en place depuis 2006¹⁰. À quoi Blanchet a répondu en accusant Trudeau d'avoir trouvé 4,5 milliards de dollars pour acheter l'oléoduc Trans Mountain mais rien pour raccorder les réserves autochtones à l'eau courante. Le NPD s'est opposé à la loi 21 mais a indiqué qu'il ne la contestera pas devant les tribunaux en cas de victoire (respect des droits du Québec). Singh a également promis d'augmenter les transferts fédéraux pour financer l'apprentissage du français par les immigrants, une demande de François Legault. Les néodémocrates ont vivement contesté au Bloc le droit de se dire « progressiste » en rappelant que Blanchet avait refusé d'écarter quatre de ses candidats qui avaient tenu des propos racistes et islamophobes avant la campagne sur les réseaux sociaux, se satisfaisant de leurs excuses. Les Verts se sont opposés à la loi 21 et aux restrictions à l'immigration du gouvernement Legault. Maxime Bernier a soutenu toutes les demandes du gouvernement Legault.

La fin de campagne

En fin de campagne, les sondages restant très indécis entre les libéraux et les conservateurs, les libéraux ont appelé au rassemblement des progressistes derrière leurs candidats pour empêcher un retour des conservateurs au pouvoir et accusés ceux-ci d'avoir un « agenda caché » en matière de coupes dans les programmes sociaux, attaque également faite par les néodémocrates. Les conservateurs ont accusé les libéraux de vouloir légaliser les drogues dures en cas de réélection. Notons enfin que Greta Thunberg était au Canada durant toute la campagne électorale et a mené des manifestations sur le climat, notamment à Montréal et en Alberta. Le 16 octobre, l'ancien président Barak Obama a apporté son soutien à Justin Trudeau sur tweeter.

10 Plus tôt dans la campagne, les libéraux avaient également accusé Blanchet d'hypocrisie sur l'environnement, rappelant que lors qu'il était Ministre de l'environnement du gouvernement Marois (PQ) en 2013, il avait déclaré que les pétroliers jouaient un rôle positif et avait l'autorisé la construction de l'usine (une cimenterie) la plus polluante de tout le Québec.

LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES CANADIENNES DU 21 OCTOBRE 2019

Les résultats

Tableau I : Ensemble du Canada

	2004	2006	2008	2011	2015	2019
Votants	60,5 (308)	64,7 (308)	58,8 (308)	61,3 (308)	68,3 (338)	66 (338)
Verts	4,3	4,5	6,8	3,9 (1)	3,5 (1)	6,5 (3)
NPD	15,7 (19)	17,5 (29)	18,2 (37)	30,6(103)	19,7 (44)	15,9 (24)
Libéraux	36,7 (135)	30,2 (103)	26,2 (77)	18,9 (34)	39,5 (184)	33,1 (157)
Bloc	12,4 (54)	10,5 (51)	10 (49)	6,1 (4)	4,7 (10)	7,7 (32)
Cons	29,6 (99)	36,3 (124)	37,6 (143)	39,6 (166)	31,9 (99)	34,4 (121)
PP						1,6
Autres	1,4 (1)	1 (1)	1,2 (2)	0,9	0,7	0,8 (1)

Les résultats sont en pourcentages des inscrits pour les votants et en pourcentages des suffrages exprimés pour les forces politiques. Les sièges sont entre parenthèses.

Les résultats de cette élection sont marqués par un premier paradoxe : alors que les conservateurs sont arrivés en tête en nombre de voix, ce sont les libéraux qui gagnent l'élection avec 157 sièges contre seulement 121 aux conservateurs. Cette inversion s'explique par la répartition géographique des suffrages conservateurs trop fortement concentrés dans les provinces de l'Ouest central (Alberta et Saskatchewan) où ils disposent de majorités massives dans de nombreuses circonscriptions.

Sur l'ensemble du Canada, dans le cadre d'une participation en sensible recul, avec 33,1 % des suffrages et 157 sièges, les libéraux perdent 6,4 points et 27 sièges sur 2015 alors que les conservateurs, avec 34,4 % et 121 sièges, progressent de 2,5 points et 22 sièges. Les néodémocrates, avec 15,9 % et 24 sièges reculent de 3,8 points et 20 sièges, obtenant leur plus faible résultat

PIERRE MARTIN

depuis 2004. Les Verts, avec 6,5 % et 3 sièges, gagnent 3 points et 2 sièges sur 2015, mais obtiennent un résultat inférieur à celui de 2008 (6,8 %). Le Bloc québécois est le véritable vainqueur, obtenant 7,7 % (32,5 % au Québec) et 32 sièges contre 4,7 % (19,3 % au Québec) et 10 sièges en 2015.

Pour analyser ces résultats il est nécessaire de distinguer les résultats au Québec et ceux dans le reste du Canada.

Le Québec

Tableau II : Québec

	2004	2006	2008	2011	2015	2019
Votants	59 (75)	63,9 (75)	61,7 (75)	62,1 (75)	66,4 (78)	65,5 (78)
Verts	3,3	4	3,5	2,1	2,3	4,4
NPD	4,6	7,5	12,2 (1)	42,9 (59)	25,4 (16)	10,7 (1)
Libéraux	33,9 (21)	20,7 (13)	23,7 (14)	14,2 (7)	35,7 (40)	34,2 (35)
Bloc	48,9 (54)	42,1 (51)	38,1 (49)	23,4 (4)	19,3 (10)	32,5 (32)
Cons	8,8	24,6 (10)	21,7 (10)	16,5 (5)	16,7 (12)	16 (10)
PP						1,5
Autres	0,7	1,1 (1)	0,8 (1)	0,9	0,6	0,7

Rappel résultats des élections provinciales du 1^{er} octobre 2018 : votants 66,5 %, CAQ 37,4 % (74), libéraux 24,8 % (32), PQ 17,1 % (9), QS 16,1 % (10), Verts 1,7 %, autres 2,9 %.

Le débat sur la loi 21 a favorisé une bipolarisation entre le Bloc et les libéraux, les deux partis aux positions les plus cohérentes, le Bloc pour et les libéraux contre. Cette bipolarisation s'est exercée aux dépens des conservateurs et des néodémocrates, ces derniers perdant plus de la moitié de leurs suffrages et la quasi-totalité de leurs sièges. Les libéraux résistent beaucoup mieux que dans le reste du Canada, reculant seulement de 1,5 points et 5 sièges sur 2015 alors que les conservateurs perdent 0,7 point et 2 sièges. Le succès du Bloc s'explique par sa capacité à rassembler non seulement l'électorat souverainiste du Parti Québécois mais aussi la majorité de l'électorat de la CAQ dans lequel il a concurrencé avec succès les conservateurs. La chute des néodémocrates est d'autant plus forte par rapport à 2015 que leur leader à cette élection, Thomas Mulcair, était un Québécois élu de Montréal et qu'ils avaient déjà perdu en 2015 un nombre important de députés sortants. La focalisation du vote sur un enjeu

LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES CANADIENNES DU 21 OCTOBRE 2019

identitaire comme la laïcité (la loi 21) a accru leurs pertes vers le Bloc chez un électorat favorable à la loi 21 (en zones rurales), mais aussi vers les libéraux chez les électeurs hostiles à cette loi (à Montréal, particulièrement dans les fiefs de Québec solidaire). Au total le Bloc gagne 22 sièges par rapport à 2015, 11 vis-à-vis des néodémocrates, 8 vis-à-vis des libéraux et 3 vis-à-vis des conservateurs, alors que les libéraux en gagnent 4 vis-à-vis des néodémocrates. Ceux-ci perdent au total 15 sièges sur 16 par rapport à 2015.

Le Canada anglophone

Sur l'ensemble du Canada anglophone les libéraux reculent nettement en voix et en sièges (-22¹¹), principalement au profit des conservateurs (+ 24 sièges) qui en gagnent aussi 6 aux dépens des néodémocrates. Ces derniers maintiennent leur proportion de suffrages mais perdent 6 sièges au profit des conservateurs et un au profit des Verts, que ne compensent pas les 2 sièges gagnés sur les libéraux.

La bataille décisive a eu lieu dans l'Ontario (121 sièges) où les conservateurs ont été battus par les libéraux qui ont très bien résisté, conservant 79 de leurs 80 sièges. Les conservateurs ont été victimes de la très mauvaise image du Premier ministre de la province, Doug Ford, ce qui y a en partie compensé l'effet négatif du scandale Lavalin sur les libéraux.

¹¹ Conservateurs 18, NPD 2, Verts 1, indépendant 1.

PIERRE MARTIN

Tableau III : Ontario

	2004	2006	2008	2011	2015	2019
Votants	61,7 (106)	66,6 (106)	58,6 (106)	62,1 (106)	68,2 (121)	65,3 (121)
Verts	4,4	4,7	8	3,8	2,9	6,2
NPD	18,1 (7)	19,4 (12)	18,2 (17)	25,6 (22)	16,6 (8)	16,8 (6)
Libéraux	44,7 (75)	39,9 (54)	33,8 (38)	25,3 (11)	44,8 (80)	41,5 (79)
Cons	31,5 (24)	35,1 (40)	39,2 (51)	44,4 (73)	35 (33)	33,2 (36)
PP						1,6
Autres	1,3	0,9	0,9	0,9	0,5	0,7

Dans les provinces de l'Atlantique, les libéraux l'emportent avec 26 sièges sur 32, mais reculent nettement par rapport à leur résultat exceptionnel de 2015, perdant 4 sièges au profit des conservateurs (3 au Nouveau Brunswick, 1 en Nouvelle-Écosse), un au profit des néodémocrates à Terre-Neuve et un au profit des Verts au Nouveau-Brunswick. On doit remarquer les 20,8 % des Verts à l'Île-du-Prince Édouard, où ils ont confirmé leur percée des régionales d'avril 2019.

Tableau IV : Provinces de l'Atlantique

	2004	2006	2008	2011	2015	2019
Votants	60,1 (32)	64,5 (32)	58,8 (32)	62 (32)	70 (32)	67,6 (32)
Verts	3	2,3	6	3	3,5	12,2 (1)
NPD	22,6 (3)	22,7 (3)	26 (4)	29,5 (6)	18	15,9 (1)
Libéraux	43,8 (22)	39,9 (20)	35 (17)	29,3 (12)	58,7 (32)	40,8 (26)
Cons	30 (7)	34,5 (9)	29,6 (10)	37,9 (14)	18,9	28,6 (4)
PP						1,2
Autres	0,6	0,6	3,4 (1)	0,3	0,8	1,2

LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES CANADIENNES DU 21 OCTOBRE 2019

Dans l'Ouest et le Nord, les conservateurs renforcent leur domination, progressant de plus de 8 points et 17 sièges alors que les libéraux reculent massivement, perdant 10,9 points et 15 sièges, victimes de l'impopularité du gouvernement Trudeau. Les néodémocrates résistent en pourcentage mais ont un solde négatif de 4 sièges, en perdant 6 au profit des conservateurs et un au profit des Verts, que ne compensent les 3 sièges gagnés sur les libéraux.

Tableau V : Ouest et Nord

	2004	2006	2008	2011	2015	2019
Votants	60,4 (95)	63 (95)	56,7 (95)	59,6 (95)	70,1 (107)	66,7 (107)
Verts	5,4	5,3	8,5	5,9 (1)	5 (1)	6,9 (2)
NPD	20,4 (9)	22 (14)	21,5 (15)	26,5 (16)	19,5 (20)	18,8 (16)
Libéraux	27 (17)	22,8 (16)	16,4 (8)	12 (4)	31,4 (32)	20,5 (17)
Cons	45,3 (68)	48,4 (65)	52,3 (72)	54,5 (74)	43,1 (54)	51,2 (71)
PP						1,9
Autres	1,9 (1)	1,5	1,3	1,1	1	1 (1)

Sociologie

L'analyse des résultats par circonscriptions indique une grande stabilité dans la sociologie électorale. Les libéraux sont toujours très dominants chez les milieux les plus favorisés dans les grandes agglomérations (Montréal, Toronto, Vancouver) ainsi que dans les milieux populaires issus de l'immigration extra européenne au Québec et dans l'Ontario. Les conservateurs sont dominants dans les banlieues des classes moyennes, dans les régions rurales, sauf au Québec, et dans les milieux favorisés des provinces de l'Ouest central où les milieux d'affaires sont étroitement liés aux industries extractives (pétrole, mines). Les néodémocrates ont eu une évolution en suffrages en général moins favorable dans les milieux populaires que dans les milieux favorisés, signe d'une résistance à voter pour un chef issu d'une minorité religieuse, mais aussi du faible écho des enjeux écologiques dans leur électorat traditionnel¹².

¹² Dans le comté d'Essex (Sud-Ontario, industrie automobile), les néodémocrates qui avaient les trois sièges en perdent 2 vers les libéraux (Windsor-Tecumseh) et les conservateurs (Essex) et reculent fortement au profit des libéraux dans le 3^e (Windsor-West).

PIERRE MARTIN

Les motivations de vote

Tableau VI : Enjeu prioritaire dans le vote (une seule réponse)

Intention de vote	Total	Cons	Lib	NPD	Verts	PP	Bloc	Autres
Environnement et changement climatique	25	2	29	38	61	42	0	0
Logement	4	1	6	8	6	0	3	0
Impôts	11	21	8	5	4	13	17	14
Economie et emplois	24	46	19	11	3	7	34	24
Immigration	6	8	6	2	1	10	29	6
Santé dont pharmacie	13	8	18	16	12	10	6	17
Education	6	3	7	11	6	4	2	16
Sécurité et armes	3	6	3	3	1	2	2	6
Autres	7	5	6	7	6	13	5	17

Source : enquête Forum Research 17 octobre 2019 page 19 (résultats en pourcentages)

Les motivations de votes font apparaître la proximité des électeurs Verts, néodémocrates et libéraux d'une part et celle des électeurs conservateurs et du Bloc d'autre part. Les premiers se caractérisent par une priorité donnée à l'environnement, très affirmée chez les Verts, et par l'importance des questions de santé et, chez les néodémocrates, d'instruction. Les électeurs conservateurs et bloquistes se caractérisent au contraire par la priorité donnée à l'économie et aux impôts et, surtout au Bloc, à l'immigration. Si on considère l'ensemble de ces motivations prioritaires (un seul choix) comme très significatives d'une opposition droite/gauche, les Verts et les néodémocrates se situent nettement à gauche, les libéraux au centre gauche, les conservateurs et le Bloc à droite avec un électorat bloquiste plus focalisé sur l'immigration¹³. Le petit électorat du Parti populaire se différencie des deux précédents par sa polarisation sur l'environnement, mais il est assez probable que c'est par opposition aux thèses

¹³ Il faudrait cependant pouvoir comparer les bloquistes avec les électeurs conservateurs québécois (très minoritaires sur l'ensemble des électeurs conservateurs) pour vérifier que ces derniers ne partagent pas aussi fortement cette polarisation sur l'immigration.

LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES CANADIENNES DU 21 OCTOBRE 2019

écologistes ainsi qu'à la personne de Greta Thunberg, que Maxime Bernier a vivement attaquée.

Conclusions et conséquences

Ces élections sont davantage une défaite pour les conservateurs qu'une victoire pour les libéraux. Avec un leader peu attractif¹⁴, un gouvernement local très impopulaire dans la province clé de l'Ontario, et une campagne où ils ont été incapables de proposer une vision d'avenir mobilisatrice pour le pays, les conservateurs n'ont pas su profiter de la déception vis-à-vis des libéraux, permettant à ceux-ci, grâce à la géographie électorale, de rester au pouvoir avec un gouvernement minoritaire. Le recul des néodémocrates illustre la difficulté intrinsèque de la social-démocratie à proposer une alternative réelle au néolibéralisme. Malgré ses qualités personnelles de leader, le choix d'un chef issu d'une minorité religieuse a contribué à occulter en partie le programme social du parti au profit des enjeux identitaires. Le résultat des Verts montre les limites de leur crédibilité, la majorité des électeurs pour lesquels l'environnement est l'enjeu électoral prioritaire leur préférant les libéraux et les néodémocrates¹⁵. Maxime Bernier, qui a perdu son siège au profit des conservateurs, a échoué dans sa tentative de les concurrencer sur une base libertarienne. La force du Bloc confirme la spécificité québécoise et l'orientation de plus en plus droitière et identitaire de l'électorat souverainiste. L'ensemble de ces résultats marque une élection qui s'inscrit parfaitement dans l'ordre électoral¹⁶ en place depuis le réalignement électoral de 2004-2006 et confirme que 2011 n'était qu'une élection déviante.

L'expérience des gouvernements minoritaires au Canada montre que ceux-ci durent rarement plus de deux ans. Cependant, dans un premier temps, Justin Trudeau devrait pouvoir passer des accords à la Chambre à Ottawa, en priorité avec les néodémocrates. Aucun parti ne va rechercher à provoquer rapidement des élections car leurs caisses sont vides. De plus les conservateurs vont s'interroger sur leur stratégie, sinon même sur leur leader. Il n'en reste pas

¹⁴ Andrew Scheer a dû démissionner de la direction des conservateurs le 12 décembre 2019, après avoir été accusé d'avoir puisé dans les caisses du parti pour payer les frais de scolarité de ses enfants.

¹⁵ Déduction faite à partir du tableau VI en tenant compte du poids effectif de chaque électoral, de l'importance de ceux qui votent pour les libéraux, pour le NPD ou les Verts et pour qui l'environnement est prioritaire : 29 % de 33,1 % représentent beaucoup plus (9,6 %) que 61 % de 6,5 % (4 %), de même que 38 % de 15,9 % (6 %).

¹⁶ Sur la notion d'ordre électoral : Pierre Martin, *Dynamiques partisans et réalignements électoraux au Canada (1867-2004)*, Paris, L'Harmattan, 2005, p.74.

PIERRE MARTIN

moins que le gouvernement libéral sort nettement affaibli dans cette élection¹⁷, à la fois en termes de légitimité et de capacité à prendre des décisions, situation qui tend à se généraliser depuis plus de 30 ans dans les pays occidentaux¹⁸.

¹⁷ D'autant plus qu'il n'a plus aucun député en Alberta et dans la Saskatchewan.

¹⁸ Cf. Pierre Martin, *Crises mondiales et systèmes partisans*, Paris, Presses de Science Po, 2018.